

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Quelle-gauche-dans-le-futur-Une-sociologie-des-urgences>

Quelle gauche dans le futur :Une sociologie des urgences

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mardi 5 janvier 2016

Description :

Boaventura de Sousa Santos. Reforme.Constitution. Assemblées Constituantes. Siècle XXI.L'avenir de la gauche.Coercition. Lutte pour hégémonie. Souveraineté. Etat-nation.

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le futur de la gauche n'est pas plus difficile à prédire que n'importe quel autre phénomène social. La meilleure manière de l'aborder est d'avoir recours à ce que j'appelle la sociologie des urgences. Celle-ci consiste à prêter une attention particulière à certains signes du présent pour y voir les tendances, les embryons de ce qui peut s'avérer déterminant dans le futur. Dans ce texte, j'accorde une attention particulière à un événement qui, parce qu'il est inhabituel, peut nous révéler quelque chose de nouveau et d'important. Je veux parler des pactes entre les différents partis de gauche.

Les pactes

Dans la famille des gauches il n'existe pas une forte tradition de pactes. Dans certaines branches de cette famille il est même plus traditionnel de conclure des pactes avec la droite qu'avec les autres branches de la famille. On pourrait dire que les divergences internes au sein de la famille des gauches font partie de son code génétique, tellement elles ont été constantes tout au long de ces deux siècles passés. Pour des raisons évidentes, les divergences ont été plus grandes ou plus notoires en période de démocratie. La polarisation a parfois atteint un tel point qu'une branche de la famille ne reconnaît même pas que l'autre appartient à cette même famille. *A contrario*, dans les périodes de dictature, les entendements ont été fréquents, même s'ils ont fini une fois la période dictatoriale terminée. Au vu de cette histoire, le fait que nous assistions ces derniers temps à un mouvement « *pactiste* » entre différentes branches des gauches dans des pays démocratiques mérite réflexion.

Le Sud de l'Europe est un bon exemple : l'unité autour de Syriza en Grèce, malgré toutes les vicissitudes et difficultés ; le gouvernement dirigé par le Parti Socialiste au Portugal avec l'appui du Parti Communiste et du Bloc de Gauche suite aux élections du 4 octobre 2015 ; en Espagne, certains gouvernements des autonomes issus des élections régionales de 2015, et - au moment où j'écris ces lignes - la discussion en cours quant à la possibilité d'un pacte à l'échelle nationale entre le PSOE, *Podemos* et d'autres partis de gauche suite aux élections législatives de décembre dernier. Certains indices laissent à penser que dans d'autres pays d'Europe et d'Amérique latine des pactes semblables pourraient être conclus dans le futur. Alors, deux questions s'imposent à nous. D'où vient cette impulsion « *pactiste* » en période de démocratie ? Sera-t-elle durable ?

Il existe une réponse plausible à la première question. Dans le cas du sud de l'Europe, l'agressivité de la droite (autant de la nationale que de celle qui se cache sous les habits des institutions européennes) au pouvoir a été si dévastatrice ces cinq dernières années pour les droits des citoyens et pour la crédibilité d'un système démocratique que les forces de gauche commencent à être convaincues que les nouvelles dictatures du XXI^{ème} siècle prendront la forme de démocraties de très faible intensité. Il s'agira de dictatures présentées comme *dictamolles* ou *démocratures*, comme une gouvernance possible face à l'imminence d'un supposé chaos par les temps difficiles que nous vivons, comme le résultat technique des impératifs du marché et de la crise qui explique tout sans avoir besoin d'être expliquée. Le pacte est alors le résultat d'une lecture politique du fait que ce qui est en jeu c'est la survie d'une démocratie digne de ce nom et que les divergences sur ce que cela signifie est pour l'heure moins urgent que la sauvegarde de ce que la droite n'a pas encore réussi à détruire.

Il est plus difficile de répondre à la deuxième question. Comme le disait Spinoza, les individus (et aussi les sociétés, dirais-je) sont régis par deux émotions fondamentales : la crainte et l'espoir. L'équilibre entre les deux est complexe, mais nous ne pourrions survivre sans l'une d'elles. La peur domine lorsque les attentes du futur sont négatives (« ceci est mauvais, mais le futur pourrait être encore pire ») ; de son côté, l'espoir domine lorsque les attentes sont positives ou, tout au moins, lorsque le non-conformisme face à la supposée fatalité des attentes négatives est largement partagé.

Trente ans après le lancement de l'assaut global contre les droits des travailleurs ; la promotion de l'inégalité sociale et de l'égoïsme en tant que valeurs sociales ; le saccage sans précédent des ressources naturelles ; l'expulsion de populations entières de leurs territoires et la destruction de l'environnement que cela représente ; trente ans à encourager la guerre et le terrorisme afin de créer des Etats exsangues et rendre les sociétés sans défenses face à la spoliation ; à imposer de manière plus ou moins négociée des traités de libre échange totalement contrôlés par les intérêts des entreprises multinationales ; à subir la suprématie du capital financier sur le capital productif et sur la vie des personnes et des communautés ; après tout cela, combiné avec une défense hypocrite de la démocratie libérale, il semble plausible de conclure que le néolibéralisme est une immense machine à produire des attentes négatives afin que les classes populaires ne connaissent pas les vraies raisons de leur souffrance, s'accommodent du peu qu'elles ont et soient paralysées par la crainte de le perdre.

Le mouvement « *pactiste* » à l'intérieur des gauches est le produit d'une époque, la nôtre, où la crainte prédomine l'espoir. Cela signifie-t-il que les gouvernements issus de ces pactes seront victimes de leur succès ? Le succès des gouvernements pactés par les gauches se verra dans l'atténuation de la crainte et la restitution d'un certain espoir pour les classes populaires en montrant, au travers d'une gouvernance pragmatique et intelligente, que le droit d'avoir des droits est une conquête civilisatrice irréversible. Mais alors, lorsque brillera de nouveau l'espoir, les divergences vont-elles remonter à la surface et les pactes seront-ils jetés à la poubelle ? Si tel était le cas, ce serait fatal pour les classes populaires qui seraient rapidement envahies par le découragement qu'elles avaient mis en sourdine, confrontées qu'elles seraient à un fatalisme cruel, autant violent pour l'écrasante majorité qu'il serait léger pour de minuscules minorités. Mais ce serait aussi fatal pour les gauches dans leur ensemble, puisque cela laisserait marquer pour quelques décennies que les gauches ne sont bonnes que pour corriger le passé, mais pas pour construire l'avenir. Pour que cela ne se produise pas, deux types de mesures doivent être menés à terme. Deux mesures qui n'apparaissent pas comme urgentes pour une gouvernance ordinaire et doivent donc être le fait d'une volonté politique déterminée. J'appelle ces deux mesures : Constitution et Hégémonie.

Constitution et Hégémonie

La Constitution est un ensemble de réformes constitutionnelles ou infraconstitutionnelles qui restructurent le système politique et les institutions afin de les préparer à de possibles chocs avec la *dictamolle* et le projet de démocratie de très faible intensité que celle-ci porte en elle. Selon les pays, les réformes seront différentes, de même que les mécanismes utilisés seront différents. Si, dans certains cas il est possible de réformer la Constitution en passant par les Parlements, dans d'autres il faudra convoquer des Assemblées Constituantes, dans la mesure où les Parlements seraient un obstacle majeur pour toute réforme constitutionnelle. Il peut aussi se produire que, dans un contexte déterminé, la « réforme » la plus importante consiste à défendre activement la Constitution existante en ayant recours à une pédagogie constitutionnelle rénovée dans les domaines. Mais il y aura quelque chose de commun à toutes les réformes : rendre le système électoral plus représentatif et plus transparent ; renforcer la démocratie représentative avec la démocratie participative. Les théoriciens libéraux les plus influents ont reconnu (et recommandé) la coexistence ambiguë entre deux idées (contradictoires) qui garantissent la stabilité démocratique : d'une part, la foi des citoyens en leur capacité et leur compétence pour intervenir et participer activement dans la vie politique ; de l'autre, un exercice passif de cette compétence et de cette capacité en faisant confiance aux élites qui les gouvernent. Ces derniers temps, comme en témoignent la vague de protestations qui a secoué de nombreux pays depuis 2011, la confiance dans les élites s'est dégradée, sans toutefois que le système politique (de par sa conception et sa pratique) permette aux citoyens de récupérer leur capacité et leur compétence pour intervenir activement dans la vie politique. Des systèmes électoraux asymétriques, une participation, la corruption, des crises financières manipulées, voilà quelques-unes des causes de la double crise de la représentativité (« ils ne nous représentent pas ») et de la participation (« cela ne vaut pas la peine de voter, tous sont pareils et aucun ne tient ses promesses »). Les réformes constitutionnelles devront obéir à un double objectif : faire que la démocratie représentative soit plus représentative ; compléter la démocratie représentative avec de la démocratie participative. Ces réformes auront pour effet que l'établissement de l'agenda politique et le contrôle de la gestion des politiques publiques cessent d'être le monopole des seuls partis et soient assumés par les partis et des citoyens indépendants organisés démocratiquement à ces fins.

Le deuxième paquet de réformes concerne ce que j'appelle Hégémonie. L'hégémonie est un ensemble d'idées à propos de la société et d'interprétations du monde et de la vie qui, parce qu'elles sont largement partagées y compris par les groupes sociaux auxquels elles portent préjudice, permettent que les élites politiques, s'appuyant sur ces idées et interprétations, gouvernent davantage par consensus que par contrainte, même lorsqu'elles gouvernent à l'encontre des intérêts objectifs de groupes sociaux majoritaires. L'idée que si les pauvres sont pauvres c'est de leur faute est hégémonique dès lors qu'elle n'est pas soutenue uniquement par les riches mais aussi par les pauvres et les classes populaires en général. Dans ce cas, cela réduit, par exemple, les coûts politiques des mesures prises pour supprimer ou réduire de manière drastique le revenu social d'insertion. La bataille pour l'hégémonie des idées qui soutiennent le pacte entre les gauches est fondamentale pour assurer la survie et la consistance de ce pacte. Cette bataille doit être menée au niveau de l'éducation publique, par la promotion de l'éducation populaire, dans les médias, dans le soutien aux médias alternatifs, dans la recherche scientifique, dans la transformation des cursus universitaires, dans les réseaux sociaux, dans la vie culturelle, dans les organisations et mouvements sociaux, dans l'opinion publique et dans l'opinion publiée. Elle permet de construire de nouveaux sens, de nouveaux critères pour évaluer la vie sociale et l'action politique (l'immoralité du privilège, de la concentration de la richesse et de la discrimination raciale et sexuelle ; la promotion de la solidarité, des biens communs, de la diversité culturelle, sociale et économique ; la défense de la souveraineté et la cohérence des alliances politiques ; la protection de la nature) qui rendent difficile la contre-réforme des branches réactionnaires de la droite, les premières à resurgir profitant d'un moment de fragilité du pacte. Pour gagner cette bataille il faut impulser des politiques qui soient visiblement moins dans l'urgence et la compensation. Si l'on n'y parvient pas, alors l'espoir ne survivra pas à la crainte.

Apprentissages globaux

Quelque chose que l'on peut affirmer avec certitude à propos des difficultés que rencontrent les forces progressistes en Amérique Latine, c'est que ces difficultés proviennent du fait que les gouvernements ne se sont pas posé la question de la Constitution ni celle de l'hégémonie. Dans le cas du Brésil, cela est particulièrement dramatique. Et cela explique en partie le fait que les importantes avancées sociales des gouvernements de l'époque de Lula soient maintenant si facilement considérées comme de simples mesures populistes et opportunistes, y compris par leurs bénéficiaires. Cela explique aussi que les nombreuses erreurs commises (et il y en a eu beaucoup, à commencer par celle d'avoir renoncé à la réforme politique et à la régulation des médias ; or certaines erreurs laissent des blessures profondes dans des groupes sociaux importants, aussi divers que les paysans sans terre et sans réforme agraire, les jeunes noirs victimes du racisme, les peuples indigènes illégalement expulsés de leurs territoires ancestraux, militarisation des périphéries des grandes villes, populations rurales empoisonnées par des produits toxiques, etc) ne soient pas reconnues comme étant des erreurs mais au contraire occultées, voir même transformées en vertus politiques ou acceptées comme conséquences inévitables d'une gouvernance réaliste et de développement.

Le fait que les tâches de la Constitution et de l'hégémonie n'aient pas été accomplies explique aussi que la condamnation de la tentation capitaliste par les gouvernements de gauches soit centrée sur la corruption et, par conséquence, sur l'immoralité et l'illégalité du capitalisme et non sur l'injustice systématique d'un système de domination qui peut parfaitement s'exercer sur la base de la légalité et de la moralité capitalistes.

L'analyse des conséquences de ne pas avoir résolu les questions de la Constitution et de l'hégémonie est importante afin de prévoir et prévenir ce qui pourrait se produire dans les prochaines décennies, non seulement en Amérique Latine, mais aussi en Europe et dans d'autres régions du monde. D'importants moyens de communication se sont mis en place ces vingt dernières années entre les gauches latino-américaines et celles d'Europe du Sud. A partir du forum de Porto Alegre (1989) et de son budget participatif, plusieurs organisations de gauche en Europe, Canada et Inde (je n'ai connaissance que de celles-là) ont commencé à prêter attention aux innovations politiques qui voyaient le jour dans le camp des gauches dans divers pays d'Amérique Latine. Après la fin des années 90, avec l'intensification des luttes sociales, l'ascension au pouvoir de gouvernements progressistes et les batailles pour des Assemblées Constituantes, surtout en Equateur et en Bolivie, il est apparu clairement qu'un profond renouvellement

de la gauche, de laquelle il y avait beaucoup à apprendre, était en marche. Les principales caractéristiques de ce renouvellement ont été les suivantes : la démocratie participative en articulation avec la démocratie représentation, une articulation de laquelle les deux sortaient renforcées ; le rôle intense des mouvements sociaux, dont le Forum social mondial de 2001 a fourni une éloquente démonstration ; une nouvelle relation entre les partis politiques et les mouvements sociaux ; l'excellente entrée dans la vie politique de groupes sociaux considérés jusque-là comme résiduels, tels que les paysans sans terre, les peuples indigènes et les peuples afro-descendants ; la célébration de la diversité culturelle, la reconnaissance du caractère plurinational des pays et l'intention affichée d'affronter les insidieux héritages coloniaux toujours présents. Cette énumération est suffisante pour montrer combien les deux batailles auxquelles j'ai fait référence (la Constitution et l'hégémonie) ont été présentes dans ce vaste mouvement qui semblait refonder à tout jamais la pensée et la pratique de gauche, non seulement en Amérique latine mais aussi dans le monde entier.

La crise financière et politique, surtout à partir de 2011, a été avec le mouvement des indignés le détonateur pour l'émergence de nouvelles politiques de gauche dans le sud de l'Europe, dans lesquelles étaient présentes les leçons d'Amérique Latine, en particulier la nouvelle relation parti-mouvement, la nouvelle articulation entre démocratie représentative et démocratie participative, la réforme constitutionnelle et, dans le cas de l'Espagne, les questions de la plurinationalité. Le parti espagnol *Podemos* reflète on ne peut mieux ces apprentissages, même si ses dirigeants ont été dès le début conscients des différences substantielles qui existent entre les contextes politique et géopolitique européen et latinoaméricain.

La manière dont ces apprentissages viendront s'insérer dans le nouveau cycle politique qui est en train d'émerger en Europe du Sud est encore inconnue. Mais il est possible dès à présent de spéculer sur ce qui suit : s'il est vrai que les gauches européennes ont appris des nombreuses innovations des gauches latino-américaines, il n'en est pas moins vrai (est tragique) qu'elles ont « oublié » leurs propres innovations et que d'une manière ou d'une autre elles sont tombées dans les pièges de la vieille politique là où les forces de droite montrent facilement leur supériorité du fait d'une grande expérience historique accumulée.

Si les échanges se maintiennent, et en tenant toujours compte de la différence des contextes, il serait peut-être temps que les gauches latino-américaines apprennent aussi des innovations qui sont en train d'émerger entre les gauches du Sud de l'Europe. J'en soulignerais les suivantes : maintenir en vie la démocratie participative à l'intérieur de leurs propres partis de gauche, condition préalable à son adoption dans le système politique national en articulation avec la démocratie représentative ; des pactes entre forces de gauche (pas nécessairement uniquement entre partis) et jamais avec des forces de droite ; des pactes pragmatiques, qui ne soient pas clientélistes (on ne discute pas de personnes ou de titres, mais de politiques publiques et de mesures du gouvernement), ni de reddition (en articulant les lignes rouges qui ne peuvent être franchies avec la notion de priorités ou, comme l'on disait dans le temps, en distinguant bien les batailles primaires des secondaires) ; insister sur la réforme constitutionnelle afin de blinder les droits sociaux et rendre le système politique plus transparent, plus proche et plus dépendant des décisions citoyennes sans avoir à attendre les élections (renforcement du rôle du referendum) ; et, dans le cas de l'Espagne, traiter démocratiquement la question de la plurinationalité.

La machine fatale du néolibéralisme continue de produire la crainte à grande échelle et, chaque fois qu'elle manque de matière première, elle tronque l'espoir qu'elle peut trouver dans les recoins les plus cachés de la vie politique et sociale des classes populaires, elle le triture, le malaxe et le transforme en crainte. Les gauches sont le grain de sable capable de stopper cet engrenage afin d'ouvrir les brèches par où la sociologie des urgences s'introduira pour formuler et amplifier les tendances, les « pas encore » qui offriront un futur digne pour les grandes majorités. Pour cela, il faut que les gauches sachent avoir des craintes sans craindre les craintes. Qu'elles sachent soustraire des graines d'espoir de la broyeuse néolibérale et les planter dans des terrains fertiles où chaque fois davantage de citoyens sentent qu'ils peuvent vivre bien, protégés, aussi bien de l'enfer du chaos imminent que du paradis des sirènes du consumérisme obsessif. La condition minimum pour que cela se produise est que les gauches tiennent ferme dans les deux batailles fondamentales : la Constitution et l'hégémonie.

Boaventura de Sousa Santos* pour Publico.es

Publico.es. España, 1° de enero de 2016

* **Boaventura de Sousa Santos** est portugais et Docteur en Sociologie du Droit, professeur des universités de Coimbra (Portugal) et du Wisconsin (USA). Coordonnateur Scientifique de l' [Observatório Permanente da Justiça Portuguesa](#) . Il dirige actuellement un projet de recherche, [ALICE - Etranges Miroirs, des Leçons insoupçonnées : L'Europe a besoin d'une nouvelle façon de partager les expériences du monde](#) , qui est un projet financé par le *Conseil Européen d'Investigation* (ERC),

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) de la diáspora para : Marie-Rose Ardiaca

[El Correo de la diáspora latinoamericana](#). Paris, le 5 janvier 2015.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.